

# Les sans-papiers sont nos frères et nos sœurs!

Depuis plusieurs semaines, l'occupation de la Censive a permis de rendre visible le problème des mineurs isolés et plus largement des sans-papiers. C'est un espace de repos mais aussi un lieu de lutte. Les équipes militantes qui en ont été à l'initiative, et celles qui se sont agrégées par la suite, ont été mises à rude épreuve cette semaine. Le jeu de la présidence d'Université est au cœur de ces tensions, mêlant crispations et détente.

## L'ULTIMATUM

La présidence d'Université ne fait pas mystère de ses choix. L'espace militant — qui protège les jeunes migrants — doit être évacué. Pourquoi, se demandait-on? La réponse mélange plusieurs aspects dont aucun n'est convaincant. La tenue des examens? même avec ses nouveaux travaux, le campus, avec un peu d'organisation, est à même de recevoir les épreuves, quitte à les déployer un peu en longueur. Cela présente le double avantage de ne pas mettre les migrants à la rue et de mieux préparer les



partiels. La sécurité? Pour qui a visité le lieu pour rencontrer les jeunes migrants, tout est organisé et bien tenu; c'est un espace de vie pacifique, favorable aux échanges et au repos. Les annonces d'évacuation ont créé des crispations, elles ne sont pas le fait des occupants. Autre raison invoquée : la lutte en cours ne concerne plus seulement les sans-papiers mais englobe d'autres causes. La belle affaire! On y discute de bien des choses,

comme changer ce monde ou simplement vivre autrement. Quelle impertinence! C'est un argument ridicule, puisque sans trop nous avancer, nous assurons à la présidence que sur le campus les étudiants ne parlent pas que... des cours. Les raisons de la présidence sont bien entendu ailleurs, et elles ne sont pas techniques ou financières mais politiques. L'idée d'une Université garantissant le droit d'étudier à chacun, ouverte sur le monde,

n'est pas une perspective pour la présidence. Alors mardi il y a eu l'ultimatum. L'évacuation des étudiants par la sécurité du campus. L'attente d'une intervention. La belle réaction des étudiants et des soutiens aux migrants. Puis la proposition de faire discuter les deux parties le lendemain et le refus de la présidence d'honorer sa promesse de dialogue. Enfin, l'annulation de l'ultimatum et la lettre à la préfète de choc

annulant la demande d'intervention de la police sur le campus.

## UN PEU DE TEMPS GAGNÉ

Sans être dupes de ces manœuvres, c'est une petite victoire provisoire. Les divisions au sein de la direction de l'Université y sont pour quelque chose, l'intervention de l'intersyndicale sans doute aussi. Plus sûrement, c'est une certaine détermination qui a été payante. Mais les défis sont nombreux. L'approche des vacances va vider le campus; le fait de maintenir une présence sera un enjeu important. De même le travail juridique — porté par des associations depuis des années — nécessite un soutien accru, un transfert d'expérience et de compétences nécessaire. Seule la création d'un rapport de force large et unitaire peut faire hésiter la présidence et la préfecture. Comme l'annonce un tract écrit par des sans-papiers pour s'organiser ensemble : « la force c'est nous! Courage! Détermination! Égalité! Fraternité! » C'est la voie à suivre.

## La mondialisation des déplacements

Terre de départ il y a un siècle, lorsque la forte croissance de sa population incitait des millions d'Irlandais, de Russes ou d'Italiens à tenter leur chance en Amérique, l'Europe est aujourd'hui plutôt une terre d'accueil. Les migrations y sont perçues comme un afflux en Occident des pauvres du Tiers-monde. Elles ne se résument pourtant pas à cela...

### TROP NOMBREUX, LES MIGRANTS?

Par rapport à la première vague migratoire de l'ère capitaliste (1850-1930), la seconde, dans laquelle nous serions entrés depuis 1990, se traduit par un accroissement des circulations... à relativiser au regard de la population mondiale : sur les 7 milliards que nous sommes, seuls 240 à 250 millions, soit 3,6 %, vivent hors de leurs frontières. Bien moins que le milliard d'humains dont l'existence ou la santé sont menacées par la faim...

En fait, lorsque migrer est une question de vie ou de mort, celui qui part s'arrête dès qu'il peut, d'abord faute d'avoir de

quoi poursuivre sa route, mais aussi afin de rentrer plus facilement dans ses pénates une fois la crise (sécheresse, guerre civile, inondation...) passée. Aussi, peu de migrants parvenant en Occident sont des réfugiés. Et, parmi les réfugiés, bien peu vont en Europe ou aux États-Unis. Par exemple, quelques milliers d'Afghans s'y dirigent... quand plus de deux millions vivent dans les pays limitrophes, surtout l'Iran et le Pakistan. D'ailleurs, une forte proportion des réfugiés échappe le plus souvent à la statistique des migrations puisqu'ils cantonnent leur déplacement à l'intérieur de leur pays. Près de 90 % des réfugiés du Darfour, une région du Soudan en proie à la guerre civile, sont ainsi des « déplacés internes » [1]. De même, les quelques dizaines de milliers de Syriens affluant en ce moment en Europe sont infiniment moins nombreux que les plus de six millions qui ont migré dans une autre région de leur pays.

### DES DIRECTIONS MULTIPLES ET MOUVANTES

Comme le montre le tableau (ci-dessus), on migre dans toutes les directions. Bien des migrants ne traversent pas la planète mais se fixent dans un pays proche du leur mais économiquement plus dynamique. C'est par exemple le cas, en Afrique australe, des Congolais ou des Zimbabwéens installés en Afrique du sud.

En outre, les flux se déplacent en permanence. Au Maroc, les migrants d'Afrique noire ne faisaient auparavant que passer. Ils sont de plus en plus nombreux

à y rester, notamment parce que le passage vers l'Espagne est de plus en plus dangereux. En butte au racisme, ces hommes — peu de migrantes s'arrêtent au Maroc — occupent les emplois les plus mal payés, comme en Europe. Certains trouvent des compagnes parmi les « Marocaines victimes d'exclusion sociale, comme les femmes divorcées ou les mères célibataires » [2]. La mondialisation ne se cantonne pas à l'Occident.

### PLANÈTE VIP ET PLANÈTE SANS VISA

L'actualité braque les projecteurs sur l'immigration clandestine. Pourtant, 90 % du million d'étrangers entrant chaque année en Europe voyagent légalement. Et ces exilés côtoient autant de migrants venus d'un autre pays du continent. Autrement dit, les peuples d'Asie ou d'Afrique sont infiniment moins mobiles que les Occidentaux.

La raison en est toute simple : le système des visas maintient dans les limites — parfois bien étroites — de leur pays la plu-

### RÉPARTITION DES MIGRANTS DANS LE MONDE

Trajet migratoire	Arrivés dans un pays riche		Arrivés dans un pays pauvre	
	Venant d'un pays pauvre	Venant d'un pays riche	Venant d'un pays pauvre	Venant d'un pays riche
Migrants (millions)	97	37	74	40
Pourcentage du total des migrants	39,1 %	14,9 %	29,8 %	16,1 %
Total	54 %		46 %	

part des peuples. Parfois, c'est leur État qui s'oppose à leur sortie, comme en Ouzbékistan. Mais la plupart du temps, l'Occident impose des conditions telles que même les riches peinent à les satisfaire. Nombre de musiciens africains, en dépit d'invitations en règle de festivals européens, restent ainsi coincés dans leur pays. En 2013, ils n'étaient pas moins de 846. Par rapport à eux, les Français confrontés aux procédures ubuesques pour obtenir une autorisation de séjour au Canada ou aux États-Unis restent des privilégiés.

## QUI MIGRE ?

Le profil type du migrant parvenant en Europe évolue aussi. Il s'agit de plus en plus souvent d'un diplômé ou d'un travailleur qualifié venu faire fructifier ses années d'études ou d'apprentissage. Les migrants diplômés de l'enseignement supérieur sont ainsi quatre fois plus nombreux en France depuis 1982 [3]. Les États accompagnent cette évolution plus qu'ils ne la suscitent, au travers de politiques de sélection des migrants, non seulement sur leurs compétences, mais aussi sur leur « capacité à s'intégrer ». C'est la politique du « brain drain » (le drainage des cerveaux) américain ou de « l'immigration choisie » en France. Outre des effets mitigés dans le pays d'accueil, où un ingénieur d'origine immigrée ne trouve pas nécessairement de poste à la hauteur de ses compétences,

cette politique aboutit au pillage intellectuel des régions d'origine. Une dizaine de pays africains voient ainsi plus de 40 % de leurs ressortissants qualifiés travailler à l'étranger. La Silicon Valley offre des perspectives d'emploi autrement plus alléchantes que Bangalore, la capitale indienne des start-up. Lorsqu'un ingénieur indien s'y fait embaucher, les États-Unis économisent le coût de sa formation... que l'Inde a financée en pure perte.

Les femmes représentent depuis peu la moitié des migrants. À la figure de l'épouse rejoignant son mari dans l'émigration se substitue de plus en plus celle de la travailleuse, dans le secteur de la santé ou du « service à la personne », parfois une autre façon de parler des domestiques. Les habitants de Hong Kong emploient par exemple pas moins de 290 000 étrangères pour s'occuper de leur intérieur et de leurs enfants [4]. De fait, les migrants assurent des tâches essentielles dans les sociétés où ils s'installent. Même en retranchant de leur nombre les businessmen et les cadres des multinationales, ils forment dans leur grande majorité la partie la plus internationalisée d'un prolétariat qui n'a que ses chaînes à perdre...

**Source :** Catherine Wihtol de Wenden, Les nouvelles migrations, lieux, hommes politiques, éd. Ellipses, janvier 2013.

[1] Marc-André Lagrange, « Darfour, des réfugiés indésirables au Sud comme au

Nord ? », Afrique contemporaine n° 219, mars 2006.

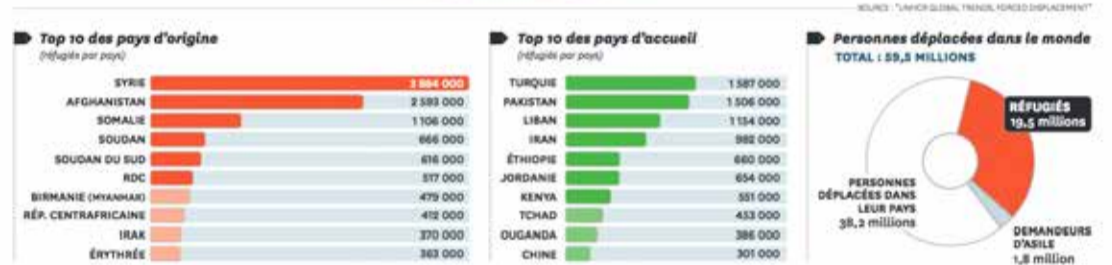
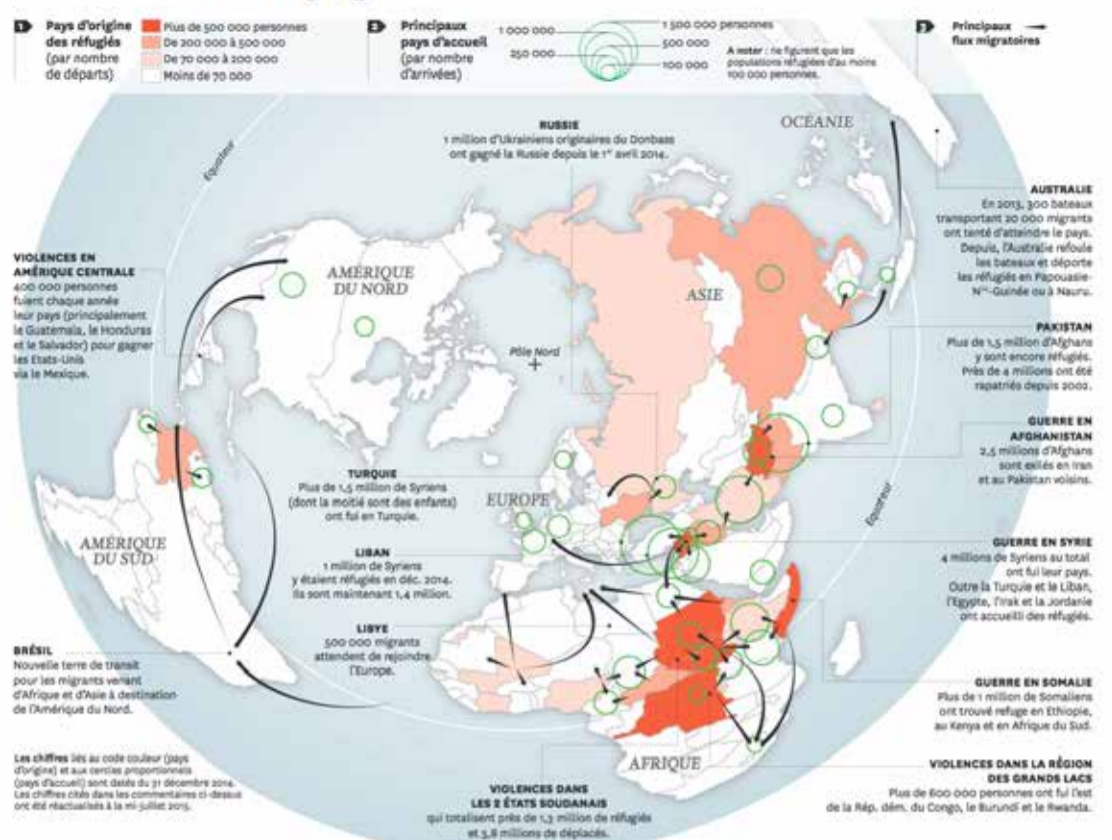
[2] Ibrahima Koné, Le Maroc, nouvelle terre d'accueil des immigrés, 29/09/2010, www.yabiladi.com.

[3] Article Les travailleurs immigrés sont-ils qualifiés ?, sur le site du musée de l'histoire de l'immigration : www.histoire-immigration.fr.

[4] Julien Brygo, « Profession, domestique », Monde diploma-

tique, septembre 2011. Voir aussi dans le même numéro le reste du dossier « Mirages des services à la personne.

## Un monde de réfugiés



## Les migrants ne sont pas une menace

**En France comme ailleurs, les politiciens de tous bords prétendent que, lorsqu'ils s'en prennent aux migrants, c'est pour défendre les travailleurs et les pauvres "nationaux". Le seul fait que ces mêmes politiciens attaquent en permanence les droits de ces derniers et s'ingénient à leur faire payer les crises du capitalisme devrait suffire à convaincre tout le monde de leur duplicité.**

Pour ne prendre que cet exemple, loger correctement non seulement les 141 500 sans-abris, mais aussi les 900 000 personnes privées d'habitation personnelle [1] est à la portée de n'importe quel gouvernement : il suffit d'appliquer enfin la loi de réquisition des logements vides. Quand un politicien affirme que fournir un abri à quelques dizaines de milliers de migrants est impossible, il ment. Plus encore, il signifie à tous les mal-logés de France — au total 3,8 millions de personnes en 2016 selon la Fondation Abbé Pierre — qu'il n'a aucune intention de les protéger... des marchands de sommeil.

### UNE VAGUE ? À PEINE UNE VAGUELETTE !

L'extrême droite, et pas seulement elle, parle souvent d'"invasion" à propos des migrants. L'an dernier, 73 500 demandeurs d'asile ont été enregistrés en France. Ils seront sans doute 100 000 cette année.

Mais seul un gros tiers d'entre eux recevra le statut de réfugié, quand la moyenne européenne se situe autour de 50 %. Même si tous les déboutés du droit d'asile restaient en France sans autorisation, ça ne ferait que 0,1 à 0,15 % d'habitants en plus par an.

Parler d'"invasion" est d'autant plus scandaleux que ces migrants viennent en cherchant aide et protection, pas en conquérants, contrairement à ce qu'ont fait les Européens en Syrie (protectorat français de 1920 à 1945), à Haïti (dont les esclaves ont fait deux révolutions pour se libérer et chasser les troupes françaises), au Congo (colonie belge jusqu'en 1959), au Soudan ou au Bangladesh (colonies britanniques).

Des terroristes pourraient profiter de l'aubaine pour se glisser parmi les migrants ? C'est oublier un peu vite que, depuis deux ans, la plupart des auteurs d'attentat ayant eu lieu dans les pays européens sont nés en Europe.

### DES CONCURRENTS ? NON, DES CAMARADES

Les migrants prennent-ils le travail des autres ? Pas vraiment. Ils travaillent dans les secteurs en pénurie de main d'œuvre : les plus pénibles, mal payés, déconsidérés. S'ils y concurrencent d'autres salariés, ce sont les migrants arrivés avant eux, rarement voire jamais les natifs. Et encore la concurrence ne se manifeste-t-elle pas par un

chômage plus grand mais par une tendance à une légère baisse des salaires. "L'immigration répond à des besoins non pourvus", résume un économiste de l'OCDE.

Un article du Monde prend l'exemple de la Turquie, pays fortement touché par l'afflux des migrants. Sur 4 millions de réfugiés qui y sont passés, 2,7 millions y sont encore — plus de deux millions étant d'ailleurs livrés à eux-mêmes en dehors des camps de réfugiés, et donc insérés de fait dans l'économie turque. L'impact sur l'emploi s'est avéré faible : légèrement négatif dans le secteur dit "informel" (celui des petits boulots non déclarés), il a même été légèrement positif dans le secteur dit "formel" (où l'embauche se fait avec un contrat en bonne et due forme). [2] Alors que dire d'un pays comme la France qui, en tout et pour tout, n'a accueilli que quelques dizaines de milliers de réfugiés ! Sans effet sur l'emploi, leur seul impact est d'alimenter les discours démagogiques des politiciens de tout bord.

Les patrons mettent en concurrence tous les travailleurs : les chômeurs contre les salariés, les CDD et les précaires contre les CDI, etc. Pour eux, l'arrivée des migrants sur le marché du travail est un moyen d'exacerber cette concurrence. Les travailleurs ont intérêt au contraire à la combattre en garantissant les meilleures protections à tous. Le sort des salariés ne s'améliore pas quand

les chômeurs voient leurs allocations réduites et conditionnées à l'acceptation de n'importe quel travail. À l'inverse, la fin du CDI ne donnerait pas plus de travail aux chômeurs ou de droits aux précaires. Il en va de même pour les rapports entre travailleurs français et immigrés : c'est en se considérant comme une seule et même classe ouvrière que nous pouvons nous défendre le plus efficacement. » »

[1] « Six chiffres-clés sur le mal-logement en France », Les décroisseurs, blog associé au site www.lemonde.fr, avec l'aide du rapport de la Fondation Abbé Pierre, 28 janvier 2016.

[2] Étude citée dans « L'afflux des réfugiés pourrait à terme profiter à l'Europe », www.lemonde.fr, 2 juin 2016. Et « La Turquie confrontée à une nouvelle vague de migrants syriens », www.lemonde.fr, 2 août 2016.

## L'USINE DE RIEN



En ce moment au Katorza, dans « L'usine de rien », entre documentaire et comédie musicale, Pedro Pinho reconstitue l'histoire d'une usine d'ascenseurs au Portugal. Alors que les patrons veulent fermer le site, les ouvriers décident de faire grève et d'occuper le site, puis ils commencent à réfléchir à l'autogestion. Vient s'ajouter à cette histoire un marxiste argentin et sa bande d'intellectuels qui regardent de près

le cas de cette usine, en faisant une critique de l'autogestion, de ses limites et des problèmes auxquels sont confrontées les entreprises gérées par les ouvriers.

Petit brin de folie à la fin, ce qui ressemblait jusqu'alors à un documentaire prend les traits d'une comédie musicale décalée.

Tous les jours de la semaine à 18 h au Katorza (sauf jeudi à 19 h 30).